

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 871^e
SÉANCE

Mardi 11 décembre 1962,
à 15 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 12, 40, 41 et 78 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social
(chap. IV) [suite]

Situation et opérations du Fonds spécial
(suite)

Programmes de coopération technique des
Nations Unies (suite):

a) Examen des activités;

b) Confirmation des allocations de fonds au
titre du Programme élargi d'assistance
technique;

c) Question de l'aide à la Libye: rapport du
Secrétaire général

Rwanda et Burundi: rapport du Secrétaire gé-
néral sur l'application de la résolution 1746
(XVI) de l'Assemblée générale (suite)

Page

503

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 12, 40, 41 ET 78 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. IV) [A/
5203, A/C.2/L.683/Rev.1 et Add.1] (suite)

Situation et opérations du Fonds spécial (A/5247, A/C.2/
L.710/Rev.1, E/3576, E/3646/Rev.1) [suite]

Programmes de coopération technique des Nations Unies
(A/5259, A/5330, A/C.2/L.683/Rev.1 et Add.1, A/C.2/
L.710/Rev.1) [suite]:

a) Examen des activités (E/3680);

b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Pro-
gramme élargi d'assistance technique (A/C.2/216);

c) Question de l'aide à la Libye: rapport du Secrétaire
général (A/5281, A/5282, A/C.2/L.711)

Rwanda et Burundi: rapport du Secrétaire général sur l'appli-
cation de la résolution 1746 (XVI) de l'Assemblée géné-
rale (A/5283 et Corr.1) [suite]

1. M. GAGLIOTTI (UNESCO) remercie le repré-
sentant de l'Ethiopie d'avoir rendu hommage, au
cours de la précédente séance, aux travaux de
l'UNESCO.

2. Depuis la réunion des ministres africains de
l'éducation, tenue à Paris en mars 1962, il s'est tenu
à Tananarive, en septembre 1962, une deuxième confé-
rence à laquelle ont participé les représentants de
31 pays et dont l'objet était d'étudier le développement
de l'enseignement secondaire et supérieur en Afrique.
Cette conférence a prévu une fréquentation accrue
des établissements d'enseignement secondaire et
supérieur dans les pays représentés, le nombre des
étudiants devant passer de 31 000 en 1962 à 274 000 en

1980. On s'attend que les dépenses consacrées à cet
enseignement atteindront 100 millions de dollars en
1965 et 500 millions de dollars en 1980. La conférence
a souligné la nécessité de prévoir, à cet égard, des
programmes adaptés aux conditions africaines. Elle
a recommandé l'adoption d'une proportion économique
étudiants-professeurs et a demandé une assistance
pour le recrutement de 7 000 professeurs étrangers
et pour l'attribution de bourses en vue de former des
enseignants africains.

3. Le développement de l'éducation en Afrique a
maintenant dépassé le stade de la planification et de
nombreux projets d'assistance à l'éducation sont en
cours de réalisation. Le Centre régional pédagogique
de l'UNESCO pour la recherche et la documentation
fonctionne à Accra depuis janvier 1962 en collabo-
ration avec le Gouvernement du Ghana. Il accorde
une assistance pour la documentation et la recherche
en matière d'éducation, fournit des manuels et des
auxiliaires pédagogiques, et examine spécialement le
problème des langues d'enseignement. Au siège de
l'UNESCO, le Centre d'information africain effectue
des études sur les besoins de l'enseignement en
Afrique. En août et septembre 1962, un cours de
formation bilingue pour les planificateurs, les admi-
nistrateurs et le personnel de direction de l'ensei-
gnement s'est tenu à Léopoldville, et un cycle d'études
sur l'adaptation des programmes généraux de l'en-
seignement secondaire en Afrique s'est tenu à Tana-
narive en juillet 1962.

4. Un centre régional de formation de professeurs
d'écoles normales s'est ouvert en janvier 1962 au
Makerere College, dans l'Ouganda. Il a dispensé des
cours à des étudiants de langue anglaise. Un cours
destiné aux étudiants de langue française a com-
mencé en octobre à Bangui, dans la République
centrafricaine.

5. En tant qu'organe d'exécution du Fonds spécial,
l'UNESCO a continué à contribuer au développement
et à l'amélioration de l'enseignement secondaire
général en Afrique. Trois établissements de formation
de professeurs de l'enseignement secondaire fonc-
tionnent depuis 1961 à Yaoundé, à Abidjan et à
Khartoum. De nouveaux établissements de formation
se sont ouverts au Mali, au Congo (Brazzaville), au
Sénégal, au Maroc et dans les régions du nord et de
l'est de la Nigéria.

6. Le Bureau d'études de l'UNESCO pour les
constructions scolaires, établi à Khartoum en coopé-
ration avec le Gouvernement du Soudan, fonctionne
depuis janvier 1962. Le gouvernement a approuvé
le plan du Bureau tendant à créer à Omdurman une
école normale de niveau supérieur pouvant accueillir
420 étudiants, et on espère que cette école s'ouvrira
en janvier 1963. Le Bureau a commencé à établir les
plans d'une école normale de même niveau pour la
Nigéria et d'une école normale d'instituteurs pour la

République centrafricaine. Un centre de production de manuels de classe, créé à Yaoundé en collaboration avec le Gouvernement du Cameroun, fonctionne déjà et collabore avec le bureau régional d'Accra. Un comité directeur régional, comprenant des représentants du Cameroun, de la République centrafricaine, du Tchad, du Congo (Brazzaville) et du Gabon s'est réuni pour la première fois en octobre. Il a décidé que le centre commencerait à imprimer des livres de classe, des cartes et des graphiques à l'usage de chacun des cinq pays. La possibilité d'établir en Ethiopie un centre identique de production de livres de classe a fait l'objet d'une étude préliminaire. Le matériel offert par le Gouvernement yougoslave pour les écoles normales de la République centrafricaine, du Sierra Leone et de la Haute-Volta doit être livré au début de 1963.

7. La Conférence générale de l'UNESCO a récemment approuvé la création à Paris d'un institut international pour la planification de l'enseignement, dont les services s'étendront aux Etats africains aussi bien qu'aux autres Etats membres de l'UNESCO. Cet institut organisera des cours de formation en cours d'emploi et des cycles d'études et colloques pour les hauts fonctionnaires, planificateurs et économistes des services de l'enseignement; il coordonnera les connaissances actuelles et les données d'expérience en matière de planification de l'enseignement et il favorisera la recherche dans le domaine des nouvelles méthodes d'éducation susceptibles d'aider au développement économique et social.

8. La première phase des missions d'enquête sur l'enseignement organisées dans le cadre du programme d'aide à la planification de l'enseignement s'est achevée au Cameroun, au Sierra Leone, en Somalie et en Haute-Volta. Elle se déroule encore au Tanganyika, et des missions se rendront sous peu au Libéria, à Madagascar et en Côte-d'Ivoire. On espère envoyer des missions au Kenya et en Rhodésie au début de 1963.

9. Ainsi, la réalisation des plans préparés à Addis-Abéba^{1/} est en bonne voie et seul le manque de ressources empêche de réaliser les objectifs fixés à Addis-Abéba en 1961 et révisés à Paris en 1962.

10. M. ANOMA (Côte-d'Ivoire) se félicite du large appui qui est accordé au projet de résolution relatif au développement de l'éducation en Afrique (A/C.2/L.683/Rev.1). Cet appui est tout naturel, étant donné que le développement de l'enseignement préoccupe tout particulièrement les gouvernements des pays africains. Toutefois, cette question n'intéresse pas seulement les gouvernements, car dans toute l'Afrique les peuples manifestent une soif de connaissances. En Côte-d'Ivoire, les habitants des villages construisent des écoles de leur propre chef et demandent au gouvernement de leur fournir des maîtres. Le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire fait tout son possible pour favoriser l'enseignement et il est particulièrement conscient du grand effort qu'il faut accomplir pour diffuser l'instruction dans le vaste continent africain, qui compte de nombreux habitants et où l'analphabétisme est très répandu. La délégation de la Côte-d'Ivoire appuie le projet de résolution et désire figurer parmi ses auteurs.

11. M. CASTON (Royaume-Uni) dit que sa délégation se félicite du projet de résolution sur le développement de l'éducation en Afrique; en effet, son gouvernement a toujours accueilli avec sympathie les efforts que déploient les Etats africains en vue de favoriser l'enseignement, facteur essentiel du développement économique. M. Caston rappelle, à propos du paragraphe 2 du dispositif, que son gouvernement a toujours accordé une attention particulière, dans son programme d'assistance aux pays d'outre-mer, aux besoins des gouvernements d'Afrique dans le domaine de l'enseignement et continuera dans cette voie. Au cours de la période 1962-1963, le Gouvernement du Royaume-Uni a accru d'environ 25 p. 100 son assistance à l'enseignement en Afrique, qui représente maintenant 31 millions de dollars environ.

12. M. Caston propose d'insérer les mots "dans le domaine de l'éducation" après les mots "formes d'assistance", au paragraphe 4 du dispositif, cette addition ayant pour effet, à son avis, de préciser l'intention présumée des auteurs. La délégation du Royaume-Uni appuiera entièrement le projet de résolution.

13. Le PRESIDENT annonce que les auteurs du projet de résolution ont accepté l'amendement oral du représentant du Royaume-Uni.

14. M. FRANZI (Italie) dit que sa délégation a toujours appuyé les programmes d'aide à l'enseignement, car ce dernier présente une importance particulière pour le développement général de tout pays. Le Gouvernement italien a dû faire face à des problèmes analogues à ceux que connaissent de nombreux pays en voie de développement lorsqu'il s'est agi d'éliminer l'analphabétisme, naguère encore répandu dans certaines parties de l'Italie méridionale. Il ne sert à rien de planifier le développement, de créer une infrastructure et d'effectuer des investissements de capitaux si l'on ne s'efforce pas en même temps d'éduquer le peuple.

15. Le Gouvernement italien a récemment proposé de créer à Turin un centre international de perfectionnement technique et professionnel, et il organise une série de cours de formation professionnelle qui seront dispensés en Italie à l'intention des étudiants des pays en voie de développement. En outre, il envoie des instructeurs à l'étranger, particulièrement en Afrique. Il a récemment ouvert des écoles techniques à Tanger et à Casablanca, et il projette d'en établir d'autres au Caire et à Mogadiscio.

16. La délégation italienne appuie le projet de résolution sur le développement de l'éducation en Afrique et elle attirera l'attention du Gouvernement italien sur ses dispositions.

17. M. FARHADI (Afghanistan) appuie le projet de résolution, tout en se demandant s'il est nécessaire de mentionner les organisations non gouvernementales au paragraphe 5 du dispositif, puisque chaque gouvernement peut s'adresser à elles à son gré.

18. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que les Nations Unies ont un grand rôle à jouer pour aider les pays d'Afrique à assurer un enseignement convenable à leurs populations. L'ignorance et l'analphabétisme de nombre des habitants de ces pays sont le legs honteux de la domination coloniale. Les puissances coloniales ont contracté une lourde dette envers les peuples africains et leur contribution à l'enseignement en Afrique

^{1/} Voir Aperçu d'un plan de développement de l'éducation en Afrique, communiqué aux membres de l'Assemblée générale lors de sa seizième session par une note du Secrétaire général (A/4903).

devrait donc être beaucoup plus importante qu'elle ne l'est actuellement. L'Union soviétique fait le maximum pour favoriser les progrès de l'enseignement dans les pays en voie de développement. Elle se rend parfaitement compte de l'ampleur du problème qui se pose à eux et comprend la nécessité d'une aide beaucoup plus substantielle.

19. Le projet de résolution constitue une suite pertinente à l'adoption des résolutions 1717 (XVI) de l'Assemblée générale et 905 (XXXIV) du Conseil économique et social. La délégation soviétique l'appuiera sans réserve.

20. M. Arkadyev estime, comme le représentant de l'Afghanistan, que les Nations Unies ne devraient pas adresser d'appel général aux organisations non gouvernementales. Cet appel serait particulièrement déplacé dans un projet de résolution qui, au paragraphe 2 de son dispositif, n'invite qu'un nombre limité d'Etats à accueillir favorablement les demandes d'assistance technique et financière des gouvernements africains. Il n'y a aucune raison de ne pas adresser cette invitation à la République démocratique allemande et à la République populaire de Chine.

21. M. SUMNER (Sierra Leone) dit que l'extrême gravité du problème de l'enseignement en Afrique tient non seulement à la fréquence de l'analphabétisme sur l'ensemble du continent, mais aussi au fait que les Africains ont beaucoup à faire pour rattraper le reste du monde. Le projet de résolution présente une importance particulière, car il reconnaît la nécessité d'accélérer le rythme du développement économique et social en Afrique et insiste particulièrement sur les besoins de l'enseignement. La délégation du Sierra Leone demande à figurer parmi les auteurs.

22. M. EL BANNA (République arabe unie) considère qu'on ne peut guère surestimer l'importance de l'enseignement pour le continent et les peuples africains. La République arabe unie, pays africain, a souffert de l'analphabétisme légué par la domination coloniale. Il en est de même pour le reste de l'Afrique, qui s'en trouve maintenant gêné dans son développement économique et social. Il faut donc déployer des efforts acharnés pour accroître l'assistance technique à l'Afrique. Les peuples africains sont parfaitement en droit de le demander. Ils doivent toutefois se garder d'une infiltration insidieuse, organisée sous couvert d'aide culturelle. Il faut recourir autant que possible aux experts et institutions africains, mieux avertis des conditions locales. La République arabe unie n'épargne aucun effort pour aider les peuples africains dans leur œuvre d'auto-enseignement. Ses experts, en nombre croissant, sont envoyés dans les pays africains, cependant qu'un vaste programme a été dressé pour l'enseignement des Africains dans divers instituts et écoles de la République arabe unie.

23. M. CUBILLOS (Chili) souligne le caractère fondamental de la nécessité de développer l'enseignement en Afrique, notamment dans les Etats nouvellement indépendants. Le Chili est prêt à fournir son concours pour élever le niveau culturel en Afrique. Les bourses offertes au Chili en faveur d'Africains sont à l'avantage des étudiants, mais aussi du Chili, auquel elles permettent de mieux comprendre les problèmes africains. L'Université chilienne envisage de créer un centre d'études africaines. La délégation chilienne se félicite du projet de résolution et votera en sa faveur.

24. M. YAKER (Algérie) serait heureux de figurer parmi les auteurs du projet de résolution, qui souligne le besoin fondamental de l'éducation en Afrique. Il est encourageant de voir que la Commission économique pour l'Afrique a attentivement examiné la question, et de noter que la Conférence des ministres africains de l'éducation reverra les modalités d'application du plan d'Addis-Abéba et cherchera à coordonner toutes les formes d'aide extérieure dont les pays africains peuvent bénéficier. La délégation algérienne s'engage à apporter son plein appui à cette œuvre. Les efforts que font l'UNESCO et la Banque pour favoriser l'enseignement sont très remarquables.

25. La délégation algérienne reconnaît qu'il faudrait permettre à d'autres gouvernements, de l'Est comme de l'Ouest, d'aider les pays africains. Le paragraphe 2 du dispositif ne devrait pas mentionner uniquement les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées. Mieux vaudrait aussi supprimer les mots "et non gouvernementales" au paragraphe 5 du dispositif.

26. M. NYLANDER (Ghana) indique que son gouvernement attache une importance considérable à l'enseignement, tant au Ghana que dans toute l'Afrique. On a invoqué le manque d'instruction des Africains pour leur dénier leurs droits inaliénables. Il est essentiel que tous les Africains reçoivent une instruction convenable. Le Ghana n'oubliera jamais l'apport des premiers missionnaires au développement de l'enseignement dans le pays. Le Gouvernement du Royaume-Uni a également joué un rôle important.

27. En 1948, 15 p. 100 au plus des Ghanéens savaient lire et écrire; en 1959, le pourcentage correspondant était de 40 p. 100. En 1950, le nombre des élèves inscrits dans tous les établissements d'enseignement s'élevait à 280 946; en 1959, il atteignait 663 439. En 1961-1962, le Ghana a dépensé 11 850 170 livres pour l'enseignement. En 1962, il a entrepris un programme d'instruction obligatoire et gratuite pour l'enseignement primaire et moyen. L'effectif des étudiants de l'enseignement supérieur s'est rapidement accru et le pays compte maintenant trois universités complètes. Le Ghana est reconnaissant aux Etats-Unis d'avoir fourni 100 enseignants du Corps des volontaires de la paix. Quelque 30 professeurs canadiens de mathématiques et de sciences se trouvent également dans le pays.

28. Ces chiffres montrent que le Ghana a relevé le défi de l'ère moderne et fait de son mieux pour améliorer son enseignement. Soixante pour cent des enfants d'âge scolaire vont à l'école, mais on a un besoin criant de locaux pour les 40 p. 100 qui restent. Les professeurs de sciences et de mathématiques font grandement défaut. Il faudrait de nouvelles écoles techniques et professionnelles, domaine où l'URSS apporte une aide appréciée. L'enseignement est une tâche vitale, mais obscure; elle suppose un investissement humain qui porte ses fruits beaucoup plus tard. Le Ghana espère une aide des Nations Unies et des pays amis.

29. Le Ghana serait heureux de figurer parmi les auteurs du projet de résolution, car l'enseignement est le seul moyen d'élever le niveau de vie en Afrique. L'appel lancé aux organisations non gouvernementales, au paragraphe 5 du dispositif, doit être envisagé, compte tenu de l'octroi de subventions mentionné au paragraphe précédent. L'aide d'origine privée peut être très utile si elle est désintéressée.

30. M. RENAUD (France) dit que sa délégation ne peut demeurer insensible à l'appel lancé par les représentants des Etats africains en faveur d'un des besoins les plus essentiels de l'homme, le besoin d'éducation. Actuellement, 16 000 maîtres français enseignent à l'étranger, surtout en Afrique, et 20 000 étudiants étrangers, en majorité africains, s'instruisent en France. L'assistance doit comprendre la formation de cadres moyens des services administratifs, industriels et agricoles et la formation de personnes susceptibles d'en former d'autres. La délégation française a toujours pensé que le problème du développement de l'Afrique se posait moins sous l'angle d'une assistance matérielle que sous celui des progrès de l'enseignement, et c'est pourquoi elle attribue une importance essentielle à la formation des maîtres. La France contribue donc à la création d'écoles et d'instituts techniques, en coopération avec les gouvernements intéressés, et elle apportera tout son concours à la grande œuvre de l'enseignement en Afrique, dans l'espoir que ce continent atteindra son plein développement dans les plus brefs délais. Pour ces motifs, la délégation française appuiera le projet de résolution.

M. Allana (Pakistan), vice-président, prend la présidence.

31. M. SAHLOUL (Soudan) estime, comme le représentant de l'Afghanistan, que les mots "et non gouvernementales", au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, devraient être supprimés, car l'enseignement, qui présente une importance capitale pour le développement, doit être entièrement dirigé et orienté par l'Etat.

32. Selon M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine), la plupart des Etats en voie de développement souffrent actuellement de l'analphabétisme et des autres inconvénients que leur a légués le régime colonial; ils ont besoin d'une assistance pour y remédier. La délégation ukrainienne votera pour le projet de résolution, mais elle estime que le paragraphe 2 du dispositif, qui ne mentionne que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, est inutilement limité. En Afrique, la situation de l'enseignement est si difficile que les Etats africains devraient pouvoir utiliser toutes les possibilités d'assistance, d'autant plus que certains Etats non membres sont en mesure de les aider utilement. M. Kotchoubef espère donc que l'expression en question sera supprimée.

33. M. KANO (Nigéria) déclare que sa délégation désire figurer parmi les auteurs du projet de résolution parce qu'elle estime que l'enseignement, surtout en Afrique, est la clef non seulement de la liberté et de la démocratie, mais également du pouvoir. La délégation nigérienne attache une importance particulière à l'instruction des femmes, à l'enseignement technique et industriel, à la formation d'enseignants et à la recherche, à l'instruction des adultes, à l'élimination de l'analphabétisme et à l'enseignement commercial. L'ONU devrait également fournir une assistance en matière d'éducation pour favoriser la décolonisation, car les Africains doivent apprendre à penser par eux-mêmes, d'un point de vue spécifiquement africain.

34. La Nigéria a fait de grands progrès dans le domaine de l'enseignement, surtout depuis l'indépendance. En 1938, 1 million d'enfants fréquentaient les établissements scolaires, des écoles primaires à

l'université; ils sont maintenant 4 millions et il existe cinq universités dans le pays. Ce sont là des signes encourageants, mais la Nigéria a encore besoin d'aide, car c'est grâce à l'enseignement que l'on pourra éliminer la faim, l'analphabétisme et la maladie et fonder une communauté véritablement africaine.

35. M. BUTTI (Irak) souligne que son pays est depuis longtemps en faveur de l'éducation des Africains et qu'il y a en Afrique de nombreux professeurs irakiens et de nombreuses écoles irakiennes. Tout comme le progrès économique, social et politique, l'instruction a été contrecarrée par les puissances coloniales.

36. La délégation irakienne appuiera le projet de résolution, mais elle est opposée à l'inclusion des mots "et non gouvernementales", au paragraphe 5 du dispositif, parce qu'il n'existe aucune raison de mentionner ces organisations dans un instrument international. Un pays peut fort bien, s'il le désire, inviter ces organisations à l'aider à résoudre ses problèmes d'éducation, mais il serait dangereux, selon M. Butti, que l'ONU patronne ce genre d'arrangement privé. En conséquence, M. Butti en appelle aux auteurs pour qu'ils suppriment ces mots, dont la présence pourrait empêcher certaines délégations de voter pour le projet de résolution.

37. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) appuie entièrement le projet de résolution. Selon son gouvernement, l'instruction est l'élément le plus important du progrès économique et social, car elle permet à l'homme de vivre pleinement et profondément sa vie. On sait l'assistance que le Gouvernement des Etats-Unis a fournie à cet égard, sur le plan unilatéral et multilatéral.

38. En ce qui concerne le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, les organisations non gouvernementales ont accompli une œuvre appréciable et digne d'éloges, et la suppression des mots "et non gouvernementales" ne peut guère donner de bons résultats. Cependant, M. Finger est convaincu que l'absence de ces mots ne dissuaderait pas les organisations non gouvernementales, qui se consacrent au bien-être de l'humanité, de poursuivre leur tâche.

39. M. HU (Chine) dit que son pays a participé activement à la coopération technique avec les pays africains, sur la demande de ces derniers. La délégation chinoise appuie le projet de résolution; en effet, les pays africains tireront avantage des activités qu'il envisage, et les Africains eux-mêmes souhaitent la mise en œuvre d'un tel programme, qui aura donc de bonnes chances de réussir.

40. M. WODAJO (Ethiopie) indique que les auteurs se félicitent du large appui qu'a reçu le projet de résolution. Ils acceptent l'amendement oral du Royaume-Uni au paragraphe 4 du dispositif. Toutefois, ils ne partagent pas les inquiétudes qui ont été exprimées quant à l'inclusion des mots "et non gouvernementales", au paragraphe 5 du dispositif; en effet, d'une part, ces mots sont entièrement dans la ligne des résolutions déjà adoptées en la matière, notamment la résolution 1717 (XVI) de l'Assemblée générale, et, d'autre part, d'où que provienne l'assistance, la décision finale appartient au gouvernement intéressé. En conséquence, les auteurs maintiennent ce paragraphe sous sa forme actuelle.

41. M. RAJAONARIVONY (Madagascar) dit que sa délégation est devenue coauteur du projet de résolution parce qu'elle attache une grande importance au

problème considéré. Les Nations Unies devraient reconnaître la qualité des travaux accomplis par tous les organismes s'occupant d'enseignement et leur demander de redoubler d'efforts. C'est pourquoi le projet de résolution tend à ce que l'Assemblée générale fasse appel non seulement aux Etats Membres de l'ONU et des institutions spécialisées, mais également aux organisations intergouvernementales. La délégation malgache ne voit aucune objection à ce que l'on reconnaisse de la même façon la qualité de l'œuvre accomplie par les organisations non gouvernementales, dont certaines ont largement contribué à la campagne contre l'ignorance et l'analphabétisme en Afrique. Leurs travaux doivent être encouragés.

42. M. FARHADI (Afghanistan) dit, à propos de l'intervention du représentant de l'Ethiopie, qui a cité une résolution adoptée par l'Assemblée générale à la session précédente, que ce n'est pas parce qu'on a fait quelque chose dans le passé qu'il faut nécessairement continuer dans cette voie. Tout gouvernement est parfaitement libre de s'adresser à une organisation non gouvernementale, s'il le désire, pour obtenir une aide dans le domaine de l'éducation, mais ce n'est

pas une raison pour que l'Organisation des Nations Unies patronne cette pratique, car certains pays éprouveraient des difficultés à accepter qu'il en soit ainsi.

43. M. DELGADO (Sénégal) estime que l'inclusion des mots "et non gouvernementales" est pleinement conforme à la pratique existante; puisque les travaux des organisations non gouvernementales doivent être loués et encouragés, on ne voit pas pourquoi on supprimerait cette expression.

44. M. DOE (Libéria) demande que son pays soit ajouté à la liste des auteurs du projet de résolution. Au sujet des objections que soulève la mention des organisations non gouvernementales, il rappelle que ces organisations étaient présentes en Afrique bien avant que n'existe un programme d'assistance technique aux pays sous-développés et qu'elles ont préparé la voie au personnel qui travaille actuellement sur ce continent. Il n'y a donc aucune raison de ne pas mentionner ces organisations dans le projet de résolution.

La séance est levée à 18 heures.